



---

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA SÉCURITÉ—DIVISION DE  
L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DE L'ACCUEIL ET DU CONTENTIEUX

**ASSURANCE EN RESPONSABILITÉ CIVILE POUR LE  
COMPTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, DES  
DÉPUTÉS ET DE LEURS COLLABORATEURS**

**MARCHE 25F068**

*Lot 2*

*Assurance responsabilité civile pour le compte de l'Assemblée nationale,  
ses organes et son personnel*

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES  
PARTICULIÈRES**

**(CCTP)**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER – PRESENTATION :</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – DEFINITIONS</b>	<b>3</b>
2.1. DEFINITION DE L'ASSURE	3
2.2. DEFINITION DU TIERS	3
<b>ARTICLE 3 – PRESTATIONS ATTENDUES</b>	<b>4</b>
3.1. OBJET DE LA GARANTIE	4
3.2. ACTIVITES ASSUREES	5
3.3. DUREE DE LA GARANTIE	5
3.4. LIMITES	6
3.5. FRANCHISES	6
3.6. EXCLUSIONS	6
3.7. DEFENSE ET RECOURS	8
3.8. GESTION DES SINISTRES	8
<b>ANNEXE : SINISTRALITE</b>	<b>9</b>

\* \* \*  
\*

## **ARTICLE PREMIER – PRESENTATION :**

L'activité de l'Assemblée nationale, des 577 députés et d'environ 1 400 employés, fonctionnaires ou non fonctionnaires, s'exerce principalement au Palais Bourbon (Paris 7<sup>e</sup>) et sur quatre sites implantés à proximité ainsi que dans deux entrepôts dans le nord de Paris. Les députés et les personnels de l'Assemblée nationale peuvent aussi être conduits à se déplacer en France ou à l'étranger dans le cadre de missions qui leur sont confiées par l'Assemblée nationale.

Environ 400 000 visiteurs entrent chaque année à l'Assemblée nationale, soit pour assister à des réunions à l'invitation des organes de l'Assemblée, des députés ou des fonctionnaires, soit pour visiter le Palais Bourbon. L'accès aux locaux est protégé par des équipements de sécurité. Environ 270 000 repas sont servis chaque année dans les sites de restauration situés dans plusieurs bâtiments de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale organise tout au long de l'année des manifestations ouvertes à des personnes extérieures : colloques, Journées du Patrimoine, Fête de la musique, Fête de l'Arbre de Noël...

L'Assemblée nationale est par ailleurs chargée de l'organisation des Congrès du Parlement dans les locaux du château de Versailles affectés ou mis à sa disposition à cette fin.

Enfin l'Assemblée nationale dispose d'un cabinet médical.

Le relevé de sinistralité indique, sur les cinq dernières années, l'ouverture de 2 dossiers qui ont conduit à une somme totale des indemnités versées de 1 265 €. Aucun dossier de sinistre n'a été ouvert au titre de la responsabilité civile médicale.

## **ARTICLE 2 – DEFINITIONS**

### **2.1. Définition de l'Assuré**

L'Assuré s'entend de :

- l'Assemblée nationale ;
- les personnes morales et physiques chargées, dans les locaux utilisés par l'Assemblée nationale, des activités définies à l'article 3.2 ;
- les députés, dans le cadre des activités définies à l'article 3.2, ainsi que, dans le cadre des missions à l'étranger, les conjoints accompagnants ;
- les membres du Cabinet du Président de l'Assemblée nationale, les fonctionnaires, stagiaires, apprentis, contractuels, vacataires, bénévoles et préposés de l'Assemblée nationale ;
- et plus généralement toute personne placée sous l'autorité de l'Assemblée Nationale.

### **2.2. Définition du tiers**

Le tiers s'entend de toute personne morale ou physique autre que les personnes visées au point 2.1. Toutefois, les députés, les conjoints accompagnants lors des missions à l'étranger, les membres du Cabinet du président de l'Assemblée nationale, les fonctionnaires, stagiaires, apprentis, contractuels, vacataires, bénévoles et préposés de l'Assemblée nationale sont considérés comme des tiers lorsque les dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels qu'ils subissent ne sont pas pris en charge par le régime de réparation des accidents du travail ; les recours des régimes de sécurité sociale, y compris en cas de faute intentionnelle ou inexcusable, demeurent garantis.

## ARTICLE 3 – PRESTATIONS ATTENDUES

### 3.1. Objet de la garantie

Le présent contrat garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers, imputables aux activités, fonctions, opérations, prestations, actions, missions, attributions ou manifestations dépendant de l'Assemblée Nationale, en relevant ou ayant un lien, directement ou indirectement, avec elle, qu'elles soient principales, annexes, connexes, complémentaires ou dérivées, actuelles ou futures.

Le présent contrat s'applique :

- quelle que soit la nature juridique de la responsabilité (délictuelle, contractuelle, quasi-délictuelle, et/ou quasi-contractuelle) ;
- quelle que soit le fondement juridique invoqué : tous codes ou textes légaux qu'ils soient français, étrangers, communautaires, mais aussi les jurisprudences, coutumes, et usages professionnels ;
- quelle que soit le ou les tribunaux compétents, français, étrangers, international ou arbitral, à condition que l'Assureur soit associé au compromis d'arbitrage.

Dans ce cadre, l'assureur garantit :

- la Responsabilité Civile Exploitation et/ou pendant travaux et/ou avant réception des travaux et/ou avant livraison résultant du fait : des biens exploités par l'Assuré, des moyens matériels et/ou humains mis en œuvre par l'Assuré, ou d'une prestation ou de travaux de l'Assuré ;
- la Responsabilité Civile après réception des travaux ou après livraison ;

Le présent contrat garantit aussi l'Assuré pour les frais de défense et de recours liés aux procédures engagées.

### Extensions particulières

- *Cabinet Médical :*

La garantie est accordée à la responsabilité civile du cabinet médicale de l'Assuré, conformément aux dispositions des articles L. 1142-2 de code de la santé publique et L. 251-1 du code des assurances. La garantie est incluse dans les montants prévus au tableau des garanties ;

Garantie minimale : 8 000 000 € par sinistre et 15 000 000 € par année d'assurance.

- *Détachement de la BSPP et garde républicaine :*

Dans le cadre de leurs missions pour l'Assemblée nationale, l'effectif de la BSPP détaché auprès de l'institution et l'effectif de la garde républicaine affecté auprès d'elle sont considérés comme étant placés sous la responsabilité de l'Assemblée nationale comme tout personnel de cette dernière ;

Garantie minimale : 8 000 000 € par sinistre et 15 000 000 € par année d'assurance.

- *Responsabilité Civile Dépositaire :*

La garantie est accordée à la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré en sa qualité de dépositaire, par suite de dommages matériels (y compris vols, disparition ou substitution) et immatériels consécutifs, causés aux vêtements et objets déposés au vestiaire mis à disposition par l'Assuré. La garantie s'exerce sous réserve que le vestiaire soit séparé de ses usagers par un comptoir, gardé en permanence par au moins un préposé de l'Assuré et

qu'une contremarque numérotée soit délivrée à chaque déposant et exigée pour la restitution des vêtements et/ou objets déposés ;

Garantie minimale : 500 000 € par sinistre et année d'assurance

### **3.2. Activités assurées**

Les activités garanties sont notamment :

- celles des instances officielles et des services de l'Assemblée nationale,
- celles des députés dans l'exercice, dans les locaux utilisés par l'Assemblée nationale, de leur mandat parlementaire, ou en tous lieux en cas de participation à des missions commandées par elle,
- celles du cabinet médical,
- celles de la Boutique,
- celles du salon de coiffure,
- les prestations hôtelières et de restauration assurées dans les locaux de l'Assemblée nationale,
- les activités sportives et culturelles pratiquées dans l'enceinte de l'Assemblée nationale,
- les manifestations organisées dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, telles que les Journées européennes du patrimoine, la Fête de la musique, l'Arbre de Noël, etc.
- les activités d'apiculture.

Pour exercer les activités déclarées, l'Assuré agit en qualité de :

- employeur de main-d'œuvre : préposés, salariés ou non, personnes à l'essai, en formation, stagiaires, personnel temporaire et, plus généralement toute personne dont l'Assuré serait civilement responsable,
- propriétaire, locataire, gestionnaire, exploitant, dépositaire, détenteur, usager ou gardien, de tous biens meubles ou immeubles, y compris les animaux, se rapportant directement ou indirectement à ses activités.

### **3.3. Durée de la garantie**

3.3.1 La garantie est déclenchée par la réclamation (article L. 124-5, 4e alinéa, du code des assurances). Elle couvre l'assuré ou ses ayants droits, sans paiement de prime subséquente, contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionné ci-après, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie.

3.3.2. Pour l'indemnisation des sinistres relevant du délai subséquent, les montants de garanties accordés sont identiques à ceux prévus au contrat pendant l'année d'assurance

précédant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Ces montants sont applicables pour la durée totale de la période subséquente dans les limites ci-après :

- à concurrence du plafond annuel pour ceux exprimés par année d'assurance ; l'année d'assurance s'entend alors pour l'ensemble des sinistres relevant du délai subséquent ;
- à concurrence du plafond par sinistre pour ceux exprimés par sinistre.

### 3.3.3. Clause Particulière

Pour les sinistres relevant des activités de prévention, de diagnostic ou de soins, telles que visées à l'article L. 1142-2 du code de la santé publique, les modalités de fonctionnement de la garantie dans le temps s'exercent conformément aux dispositions de l'article L. 251-2 du code des assurances.

À ce titre, l'Assuré est garanti contre les conséquences pécuniaires des sinistres pour lesquels la première réclamation est formée pendant la période de validité du contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre, dès lors que le fait dommageable est survenu dans le cadre des activités de l'assuré garanties au moment de la première réclamation.

Sont également garantis les sinistres dont la première réclamation est formulée pendant le délai fixé ci-dessous, à partir de la date d'expiration ou de résiliation de tout ou partie des garanties, dès lors que le fait dommageable est survenu pendant la période de validité du contrat et dans le cadre des activités garanties à la date de résiliation ou d'expiration des garanties, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre.

3.3.4. La période subséquente est fixée à 5 ans.

### 3.3. Territorialité

La garantie s'exerce dans le monde entier. L'indemnité mise à la charge de l'Assuré à l'étranger lui est remboursée par le titulaire à concurrence de sa valeur en euros le jour du paiement de cette indemnité.

### 3.4. Limites

Les garanties minimales demandées sont les suivantes :

- Dommages corporels : 15 000 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : 1 000 000 € par sinistre et année d'assurance ;
- Dommages immatériels non consécutifs : 500 000 € par sinistre et année d'assurance.

### 3.5. Franchises

Le montant maximal de la franchise est fixé à **500 € par sinistre** pour tout dommage corporel, matériel ou immatériel, pour tout dommage matériel ou immatériel consécutif et pour tout sinistre relevant de la responsabilité « dépositaire ».

### 3.6. Exclusions

Sont seuls exclus du présent contrat :

- les conséquences de l'activité législative, de contrôle ou d'évaluation de l'Assemblée nationale ;
- les conséquences pécuniaires d'engagements contractuels qui dérogeraient au droit en vigueur et qui auraient pour effet de rendre la responsabilité de l'Assuré plus

rigoureuse que celle qui aurait dû normalement lui incomber en l'absence desdits engagements.

Toutefois, cette exclusion n'interviendra que pour et dans la mesure de l'aggravation de la responsabilité de l'Assuré par rapport au droit en vigueur et aux usages de la profession, et ne s'applique pas :

- aux conventions intervenues avec tout organisme public à compétence générale et/ou à compétence spécialisée ;
  - aux conventions de crédit-bail mobilier ou immobilier, de location-vente et de location avec option d'achat ;
  - aux renoncations à recours imposés à l'assuré par des organisateurs de salons, foires et autres manifestations dans le cadre d'occupations temporaires ;
  - aux pénalités contractuelles dont serait redevable l'assuré, pour autant qu'elles correspondent à un préjudice réellement subi par un tiers, étant entendu que l'engagement de l'assureur ne s'exercera que dans la limite de ce préjudice.
- les dommages aux biens dont l'Assemblée nationale est propriétaire, locataire ou gardien ;
  - les actes médicaux prohibés ;
  - tous dommages provenant d'une faute causée intentionnellement par l'assuré. La responsabilité civile de l'assuré en tant que commettant, du fait d'une faute intentionnelle de ses préposés, reste garantie ;
  - les dommages causés par les préposés des députés ;
  - les dommages causés par toute source de rayonnements ionisants (notamment tout radio-isotope), utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il doit répondre a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement.

**Par dérogation partielle à cette exclusion**, sans préjudice de l'application des autres exclusions prévues au contrat, cette dernière disposition ne s'applique pas aux dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants (radionucléides ou appareils générateurs de rayons X) utilisées ou destinées à être utilisées en France, hors d'une installation nucléaire, à des fins industrielles ou médicales, lorsque l'activité nucléaire :

- met en œuvre des substances radioactives n'entraînant pas un régime d'autorisation dans le cadre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (article R. 511-9 du code de l'environnement),
  - ne relève pas non plus d'un régime d'autorisation au titre de la réglementation relative à la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail (article R. 1333-23 du code de la santé publique).
- la pollution et les atteintes à l'environnement ne résultant pas d'un événement soudain et imprévu et se réalisant de façon lente et progressive ;
  - les conséquences de l'amiante, du plomb, des rayonnements électromagnétiques, des OGM et des virus informatiques, sauf en cas de responsabilité de l'assuré en sa qualité de commettant ;
  - les dommages résultant de la participation de l'Assuré à des manifestations sportives soumises à assurance obligatoire ;

- les dommages relevant de la législation sur l'assurance des véhicules terrestres à moteur ;
- les dommages affectant les ouvrages immobiliers dont l'Assuré a à répondre en application des articles 1792 et suivants du code civil ;
- tous dommages causés par :
  - la guerre civile, les émeutes, les mouvements populaires, grèves ou lock-out, les attentats les actes de terrorisme ou de sabotage, la guerre étrangère, déclarée ou non,
  - les éruptions volcaniques, tremblements de terre, inondations, raz- de- marée, tempêtes, ouragans, cyclones et autres cataclysmes naturels.

Dans l'éventualité où la survenance des dommages ou leur aggravation seraient dues à un fait engageant la responsabilité civile de l'Assuré, le contrat trouverait application, à la condition qu'ils surviennent sur le territoire français.

### **3.7. Défense et recours**

Le titulaire assure la défense de l'Assuré, notamment devant toutes juridictions, s'il est mis en cause à raison de dommages garantis par le présent contrat.

Le titulaire s'engage à exercer un recours amiable ou judiciairement contre des tiers responsables pour obtenir réparation du préjudice subi par l'Assuré à la suite d'un dommage qui aurait été garanti par le présent contrat s'il l'avait causé au lieu de le subir.

### **3.8. Gestion des sinistres**

Le titulaire désigne en son sein un interlocuteur auquel l'Assemblée nationale s'adresse prioritairement pour toute question relative à l'exécution du contrat.



**ANNEXE : SINISTRALITE**

*Voir fichier PDF « 25F068\_ASSURANCES\_RESP\_CIV\_CCTP\_LOT2\_Annexe »*

\*\*\*\*\*